



Conseil de sécurité

Distr. générale
20 novembre 2017
Français
Original : anglais

Lettre datée du 20 novembre 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Soudan du Sud

Les membres du Groupe d'experts sur le Soudan du Sud, dont le mandat a été prorogé par la résolution [2353 \(2017\)](#) du Conseil de sécurité, ont l'honneur de faire tenir ci-joint le rapport d'activité du Groupe, présenté en application du paragraphe 2 de la résolution [2353 \(2017\)](#), par laquelle les dispositions de l'alinéa e) du paragraphe 12 ont été réaffirmées.

Le rapport a été communiqué le 27 octobre 2017 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2206 \(2015\)](#).

Le Groupe vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et le rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le distribuer comme document du Conseil.

Le Coordonnateur du Groupe d'experts
sur le Soudan du Sud
(*Signé*) Klem **Ryan**

Expert
(*Signé*) Andrews **Atta-Asamoah**

Expert
(*Signé*) Andrei **Kolmakov**

Experte
(*Signé*) Anna **Oosterlinck**

Expert
(*Signé*) Colin **Thomas-Jensen**

* Nouveau tirage pour raisons techniques (27 novembre 2017).



Rapport d'activité du Groupe d'experts sur le Soudan du Sud dont le mandat a été prorogé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2353 (2017)

Résumé

La période écoulée depuis la prorogation du mandat du Groupe d'experts en mai a été marquée par la poursuite des combats en plusieurs endroits du pays et les civils sont les premiers à pâtir des violences. Dans le même temps, la situation économique continue de s'aggraver, divers acteurs du conflit s'engageant plus avant dans une « économie de guerre », dans laquelle l'extraction des ressources (pétrole, or, teck) accompagne la conduite des opérations militaires et l'enrichissement des élites et y contribue. Ceux qui peuvent fuir les violences continuent de le faire, créant ainsi un important afflux de déplacés et de réfugiés, dont beaucoup sont en proie à une insécurité alimentaire extrême et aux maladies, se trouvent séparés de leur famille et de leur communauté et voient leur scolarité interrompue.

Malgré la situation catastrophique qui règne au Soudan du Sud, les forces armées, les groupes armés et les milices, en particulier ceux qui sont affiliés au Président Salva Kiir et au Premier Vice-Président Taban Deng Gai, continuent d'entraver activement le déroulement des opérations d'aide humanitaire et de maintien de la paix. La conséquence prévisible et, selon le Groupe d'experts, recherchée par les auteurs de ces blocages est limpide : les opérations menées pour apporter une aide humanitaire ou protéger les civils des violences ne peuvent bien souvent pas atteindre leur but, ce qui entraîne une exacerbation de la crise humanitaire dans de nombreuses régions du pays. Plus précisément, le Groupe d'experts constate que les forces gouvernementales ont eu recours à des tactiques visant à dépeupler volontairement certaines parties du Haut-Nil et à accroître délibérément l'insécurité alimentaire à Baggari, près de Wau.

L'opposition au Gouvernement s'est diversifiée et généralisée à mesure que le conflit s'est étendu à différentes régions du pays. Les groupes d'opposition ne disposent pas d'un équipement militaire important, ce dont le Gouvernement n'a pas manqué de tirer parti lors des offensives militaires lancées dans le Jonglei et le Haut-Nil en 2017.

Les initiatives diplomatiques lancées par certains États de la région se sont accentuées ces derniers mois pour tenter de promouvoir le forum de haut niveau pour la revitalisation organisé par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). L'objectif du forum est de relancer l'Accord sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud conclu en août 2015 après l'effondrement du gouvernement de transition en juillet 2016. Si l'IGAD a engagé de vastes consultations avec diverses parties prenantes au Soudan du Sud, le manque de volonté politique de la part du Gouvernement et de certains groupes d'opposition, les rivalités sous-jacentes, les intérêts concurrents et les différents points de vue des États de la région sur la manière de régler le conflit et de neutraliser les fauteurs de trouble constituent d'importants obstacles à la paix.

Si la dynamique actuelle du conflit demeure inchangée, les combats et les souffrances des civils se poursuivront pendant la prochaine saison sèche au Soudan du Sud, le Gouvernement continuant de privilégier la victoire militaire sur le compromis politique.

Table des matières

| | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| I. Généralités | 4 |
| A. Mandat et nomination | 4 |
| B. Méthode | 4 |
| C. Coopération avec les organisations internationales et autres parties prenantes | 5 |
| II. Résumé du conflit | 5 |
| III. Évolution de la situation régionale | 7 |
| A. Initiatives de paix | 7 |
| B. Divergence des intérêts régionaux | 9 |
| C. Entraves mises aux efforts de paix | 11 |
| IV. Violences ethniques et crise humanitaire | 14 |
| A. Wau : blocus alimentaire comme arme de guerre | 14 |
| B. Haut-Nil : dépeuplement ethnique et menace de réinstallation forcée | 18 |
| C. Équatoria : accaparement de terres et exploitation des ressources naturelles | 19 |
| V. Élections et crise de légitimité gouvernementale | 21 |
| VI. Armes | 22 |
| VII. Conclusion | 23 |
| VIII. Recommandations | 23 |
| Annexes* | |
| I. Examination of weapons | 25 |
| II. Weapons transport document | 33 |
| III. Implementation of the asset freeze and travel ban | 35 |
| IV. Macroeconomic conditions | 37 |

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original et n'ont pas été revues par les services d'édition.

I. Généralités

A. Mandat et nomination

1. Par sa résolution [2206 \(2015\)](#), le Conseil de sécurité a imposé un régime de sanctions visant des personnes et des entités qui participent au conflit au Soudan du Sud et créé un comité des sanctions (le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2206 \(2015\)](#) concernant le Soudan du Sud). Le 1^{er} juillet 2015, le Comité a désigné six personnes devant faire l'objet des sanctions ciblées prévues par la résolution. À la suite de l'adoption par le Conseil de la résolution [2353 \(2017\)](#) le 24 mai 2017, le régime de sanctions a été renouvelé jusqu'au 31 mai 2018.

2. Lors de l'institution du régime de sanctions, le Conseil de sécurité a décidé que les sanctions, notamment l'interdiction de voyager et le gel des avoirs, s'appliqueraient aux personnes ou aux entités que le Comité aurait désignées comme étant responsables ou complices d'activités ou de politiques faisant peser une menace sur la paix, la sécurité ou la stabilité au Soudan du Sud, ou comme ayant pris part, directement ou indirectement, à de telles activités ou politiques.

3. Le Conseil de sécurité a également créé un groupe d'experts (le Groupe d'experts sur le Soudan du Sud), auquel il a confié la mission de réunir et d'analyser toute information concernant l'application des dispositions de la résolution. Il peut s'agir d'informations pouvant servir à désigner des personnes ou entités à inscrire sur la liste ou d'informations concernant la fourniture, la vente ou le transfert d'armes et de matériel connexe et la fourniture d'assistance connexe, militaire ou autre, notamment par le truchement de réseaux de commerce illicite, aux personnes et entités qui sapent les processus politiques ou qui violent le droit international des droits de l'homme ou le droit international humanitaire. Par sa résolution [2353 \(2017\)](#), le Conseil a prorogé le mandat du Groupe d'experts jusqu'au 30 juin 2018.

4. Le 11 juillet 2017, le Secrétaire général, en consultation avec le Comité, a nommé les cinq membres du Groupe d'experts (voir [S/2017/594](#)) : un expert des questions régionales (Andrews Atta-Asamoah), un expert des ressources naturelles et des finances (Andrei Kolmakov), une experte des affaires humanitaires (Anna Oosterlinck), un coordonnateur et expert en armes (Klem Ryan) et un expert des groupes armés (Colin Thomas-Jensen).

5. Depuis le début du mandat actuel, les membres du Groupe d'experts se sont rendus aux Émirats arabes unis, aux États-Unis, en Éthiopie, en Italie, au Kenya, en Ouganda, au Royaume-Uni, au Soudan du Sud et en Suisse.

B. Méthode

6. Le présent rapport se fonde sur des recherches et des entretiens menés par le Groupe d'experts entre juillet et octobre 2017, ainsi que sur des documents du Gouvernement sud-soudanais, des entités régionales, dont l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et l'Union africaine, et des organisations internationales s'intéressant aux questions relatives au Soudan du Sud. Il repose également sur les travaux antérieurs du Groupe d'experts, notamment les rapports publics et confidentiels présentés précédemment au Conseil de sécurité, des centaines d'entretiens et de nombreux éléments d'information et de preuve recueillis auprès d'un large éventail de sources.

7. Le Groupe d'experts respecte les normes méthodologiques recommandées par le Groupe de travail informel du Conseil de sécurité sur les questions générales

relatives aux sanctions dans son rapport de décembre 2006 (S/2006/997). Selon ces normes, le Groupe d'experts doit s'appuyer sur des documents vérifiés et authentiques, des éléments de preuve concrets et des observations faites directement sur le terrain, y compris des photographies chaque fois que possible. Le Groupe d'experts a corroboré l'ensemble des informations figurant dans le présent rapport au moyen de sources multiples et indépendantes afin de respecter le critère de preuve exigé.

8. Le Groupe d'experts a mené ses travaux dans la plus grande transparence et a été soucieux de respecter la confidentialité de ses sources si nécessaire. Lorsqu'une source est qualifiée de « confidentielle » ou que son nom ne figure pas expressément dans le rapport, c'est parce que le Groupe d'experts a estimé que la divulgation de l'identité de cette source risquait vraisemblablement de compromettre sa sécurité. Une source militaire confidentielle qualifiée d'« officier supérieur » ou de commandant est un militaire ayant un grade compris entre celui de lieutenant-colonel et celui de général de brigade. Une source militaire confidentielle qualifiée d'officier ou de commandant « de haut rang » a au minimum le grade de général de division. Un document est dit « confidentiel » lorsque sa divulgation pourrait mettre sa source en danger ou compromettre les enquêtes menées par le Groupe d'experts.

9. Pour réunir, examiner et analyser les informations relatives à la fourniture, à la vente ou au transfert d'armes et de matériel connexe, comme le Conseil de sécurité le lui a demandé dans sa résolution 2353 (2017), le Groupe d'experts s'est appuyé sur des inspections d'armes et de matériel, des photographies, d'autres preuves visuelles, des analyses de documents et des entretiens avec des sources ayant une connaissance directe des faits. En l'absence d'embargo sur les armes, il n'a pas été possible de procéder à des inspections officielles de stocks d'armes.

C. Coopération avec les organisations internationales et autres parties prenantes

10. S'il mène ses activités en toute indépendance par rapport aux organismes et aux institutions des Nations Unies, le Groupe d'experts tient néanmoins à exprimer ses remerciements aux responsables et au personnel de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), au Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud, ainsi qu'au personnel de l'Organisation des Nations Unies à Addis-Abeba, à Kampala, à Khartoum et à Nairobi pour leur appui précieux.

11. Au 27 octobre 2017, le Groupe d'experts avait adressé 57 courriers officiels à 37 États Membres, organisations et autres entités et reçu 22 réponses dans lesquelles figuraient les renseignements demandés.

II. Résumé du conflit

12. La période écoulée depuis la prorogation du mandat du Groupe d'experts en mai a été marquée par la poursuite des dynamiques liées au conflit que le Groupe d'experts a déjà décrites dans ses précédents rapports au Conseil : les combats se poursuivent en plusieurs endroits du pays et les civils sont les premiers à pâtir des violences, de l'impunité et des activités prédatrices. La situation économique continue de s'aggraver, divers acteurs du conflit s'engageant plus avant dans une « économie de guerre », dans laquelle l'extraction des ressources (pétrole, or, teck) accompagne la conduite des opérations militaires et l'enrichissement des élites et y

contribue. Ceux qui peuvent fuir les violences continuent de le faire, créant ainsi un important afflux de déplacés et de réfugiés, dont beaucoup sont en proie à une insécurité alimentaire extrême et aux maladies, se trouvent séparés de leur famille et de leur communauté et voient leur scolarité interrompue. Ces problèmes touchent la majorité des Sud-Soudanais.

13. Malgré les tendances à la fragmentation et à l'instabilité, plusieurs éléments montrent clairement que les hauts responsables du Gouvernement et, dans une moindre mesure, les groupes d'opposition continuent d'exercer un commandement et un contrôle sur d'importantes questions stratégiques et tactiques. Le limogeage du général Paul Malong par le Président Kiir, sa capture et sa détention par le Service national de sécurité en mai 2017 ont été planifiés et exécutés avec soin. Cette opération témoigne également de la place centrale qu'occupent le Service national de sécurité et son directeur, le général de corps d'armée Akol Koor Kuc – qui a coordonné l'opération ayant empêché Malong de rejoindre Aweil – dans la stratégie menée par le Président Kiir pour réduire au silence d'éventuels rivaux¹.

14. Les manœuvres complexes destinées à entraver le déroulement des opérations d'aide humanitaire et de maintien de la paix mettent également en évidence le commandement et le contrôle exercés par les acteurs, notamment en ce qui concerne le Service de sécurité nationale. Grâce à des entretiens approfondis et à des rapports émanant d'organisations et de personnes travaillant au Soudan du Sud, le Groupe d'experts a rassemblé des éléments permettant d'établir que les freins que constituent la bureaucratie toujours plus pesante, les impôts, la détention de membres du personnel, le harcèlement, les menaces, les refus d'accès et les violences sont systématiques. La conséquence prévisible et, selon le Groupe d'experts, recherchée par les auteurs de ces blocages est limpide : les opérations menées pour apporter une aide humanitaire ou protéger les civils des violences ne peuvent bien souvent pas atteindre leur but. Comme il est indiqué ci-après s'agissant des entraves constatées dans le Bahr el-Ghazal occidental et le Haut-Nil, il est tout aussi manifeste que ce faisceau d'obstacles ne résulte ni d'une confusion ou d'incompréhensions, ni de l'incapacité des organisations humanitaires et de la mission de maintien de la paix à communiquer efficacement avec les autorités locales. Leur caractère systématique révèle au contraire une tactique visant clairement à entraver les opérations d'aide humanitaire et de maintien de la paix afin de nuire à leur efficacité, de dissimuler des violations flagrantes des droits de l'homme ou de détourner les ressources allouées par les donateurs internationaux au bénéfice de l'effort de guerre².

15. S'il est avéré que tous les groupes armés ont à un moment ou un autre eu recours à des tactiques d'obstruction, il reste que c'est le Gouvernement du Président Kiir qui est largement responsable des blocages systématiques. Dans les sections suivantes du présent rapport, le Groupe d'experts présente, pour illustrer ce point, des éléments de preuve recueillis dans le Bahr el-Ghazal occidental et le Haut-Nil. Alors que ces régions se trouvent aux extrémités opposées du pays et que les dynamiques du conflit n'y sont pas les mêmes, la manipulation de l'aide humanitaire et le refus d'accès à des moments clés de la part des forces gouvernementales y ont été des constantes. Cette tendance est particulièrement

¹ Le Groupe d'experts s'est rendu à Djouba la semaine précédant le limogeage de Malong et fonde ses conclusions concernant le rôle joué par Akol sur des entretiens avec des personnalités politiques et militaires sud-soudanaises de premier plan ayant une connaissance directe de la situation.

² Citons deux exemples illustrant les tentatives de détournement de ressources faites par le Gouvernement : le pillage de l'entrepôt du Programme alimentaire mondial (PAM) à Djouba en juillet 2016 (S/2016/793, par. 39); la perception de droits excessifs sur la délivrance des permis de travail aux agents des organisations non gouvernementales étrangères (S/2017/326, par. 89).

manifeste dans la région de Baggari, près de Wau, où le refus de l'aide humanitaire par le Gouvernement a entraîné une situation d'insécurité alimentaire extrême chez une grande partie de la population, avec pour conséquence une multiplication des cas avérés de malnutrition et de mort par famine.

16. S'agissant des forces d'opposition, Riek Machar conserve le commandement général des opérations du MPLS dans l'opposition, même si son exil en Afrique du Sud a limité dans une certaine mesure son contrôle sur les activités courantes. Au vu des avancées considérables enregistrées par les forces gouvernementales dans les régions contrôlées par l'opposition, du manque apparent et persistant de réapprovisionnement militaire substantiel des forces d'opposition et de quelques défections de membres du MPLS dans l'opposition au profit d'autres groupes d'opposition, l'influence de Machar sur ses propres forces se trouve fortement amoindrie. De son côté, Thomas Cirillo continue d'essayer de renforcer l'assise du Front de salut national, en particulier en Équatoria central. Ces derniers mois ont été marqués par quelques accrochages de faible ampleur entre les forces du Front de salut national et celles du MPLS dans l'opposition à la suite de défections de membres du MPLS dans l'opposition au profit du Front de salut national, en particulier celle de John Kenyi Loburon en juillet 2017³.

17. Si la dynamique actuelle du conflit demeure inchangée, les combats et les souffrances des civils risquent de s'intensifier dans plusieurs régions – notamment dans les États de l'Équatoria central, du Jongleï, du Haut-Nil et de l'Unité – pendant la prochaine saison sèche au Soudan du Sud, le Gouvernement continuant de privilégier la victoire militaire sur le compromis politique.

III. Évolution de la situation régionale

A. Initiatives de paix

18. Les divers processus régionaux de paix et de réconciliation politique décrits dans le rapport du Groupe d'experts publié le 20 septembre 2017 (S/2017/789, par. 29) demeurent les principales initiatives menées au niveau international pour endiguer la violence et, à terme, mettre fin à la guerre civile au Soudan du Sud. Depuis la publication de ce rapport, les efforts diplomatiques déployés par certains États de la région se sont intensifiés en vue de promouvoir le forum de haut niveau pour la revitalisation organisé par l'IGAD. L'objectif du forum est de relancer l'Accord sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud conclu en août 2015 (S/2015/654) après l'effondrement du gouvernement de transition en juillet 2016. Néanmoins, la situation sur le terrain a sensiblement évolué depuis que l'accord a été signé, il y a plus de deux ans⁴, et bien que l'IGAD ait lancé de vastes consultations avec diverses parties prenantes au Soudan du Sud – dont le Gouvernement et des groupes d'opposition (APLS dans l'opposition, Anciens Détenus, autres chefs de file de l'opposition se trouvant en dehors du Soudan du Sud) – les rivalités sous-jacentes, les intérêts concurrents et les différents points de

³ Entretien avec le général Thomas Cirillo à Addis-Abeba en août 2017.

⁴ Riek Machar est toujours en exil en Afrique du Sud, où il continue d'exercer le commandement et le contrôle sur certains éléments du MPLS dans l'opposition. Des transfuges du MPLS dans l'opposition et du Gouvernement ont fondé de nouveaux mouvements politiques, dont certains ont une composante armée, et le conflit s'est étendu à de nouvelles régions du Soudan du Sud, en particulier l'Équatoria.

vue des États de la région sur la manière de régler le conflit demeurent d'importants obstacles à la paix⁵.

19. Les consultations menées en amont du forum de haut niveau pour la revitalisation ont à nouveau mis en évidence les difficultés que rencontre l'IGAD dans ses efforts visant à sauvegarder l'Accord sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud. Alors que les combats se poursuivent, un profond désaccord subsiste entre les différentes parties au sujet de l'objectif fondamental du forum, notamment sur la question de savoir si le forum permettra de rendre l'accord conclu en 2015 plus inclusif ou s'il servira seulement à conférer une légitimité à un gouvernement qui, aux yeux de nombreux groupes d'opposition, est illégitime. Par ailleurs, la manière dont les objectifs du forum seront atteints n'est pas claire⁶. Ces facteurs représentent des obstacles considérables sur la voie de progrès concrets.

20. Des représentants du Gouvernement et des groupes d'opposition, tout en déclarant soutenir le forum lors de leurs rencontres avec les organisateurs⁷, ont exprimé des réserves quant à ses objectifs et ne nourrissent guère d'espoir quant à sa réelle issue⁸. À la suite des tensions portant sur les modalités d'organisation des consultations préalables au forum, les tentatives faites par le Gouvernement pour en exclure certains groupes d'opposition sont devenues évidentes. Dans une lettre adressée à l'IGAD par le Ministre des affaires gouvernementales, Martin Elia Lomuro, le Gouvernement a déclaré que le principe consistant à organiser des consultations distinctes avec les différentes parties signifie que « [...] le Gouvernement de transition d'union nationale n'existe pas, que l'Accord sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud est bel et bien enterré, et qu'en outre, le forum pour la revitalisation vise à relancer cet accord, comme l'ont maintes fois déclaré des personnalités politiques opposées à la paix et leurs partisans »⁹. De même, la faction du MPLS dans l'opposition dirigée par le Premier Vice-Président Taban Deng Gai a indiqué, dans un communiqué, sa volonté de participer aux consultations comme membres d'un seul gouvernement et non comme partie distincte à l'Accord.

21. Des représentants des Anciens Détenus faisant partie du gouvernement actuel réfutent toutefois l'interprétation du Gouvernement concernant les modalités d'organisation des consultations et ne pensent pas que la tenue de consultations distinctes avec les parties compromettra la mise en œuvre de l'Accord¹⁰. D'autres groupes d'opposition – dont la faction du MPLS dans l'opposition dirigée par Riek Machar et le Parti fédéral démocrate de Gabriel Changson – ont critiqué l'insistance du Gouvernement sur le fait que le forum ne vise pas à renégocier l'accord de paix et déploré que cette position ait été reprise aussi bien par la Commission mixte de

⁵ Dans son rapport d'activité présenté au Conseil de sécurité le 27 septembre 2017, Festus Mogae, Président de la Commission mixte de suivi et d'évaluation, a indiqué qu'il ne disposait d'aucun élément attestant du moindre progrès dans la mise en œuvre du processus de paix. Voir [S/PV.8056](#)

⁶ Entretiens avec trois anciens ministres et membres de l'opposition sud-soudanais à Nairobi, avec un représentant de la société civile en Afrique du Sud et avec un observateur sud-soudanais neutre à Nairobi, en septembre et octobre 2017.

⁷ Voir, par exemple, « IGAD Started the Consultation on The High-Level Revitalization Forum With Parties To The Agreement And Estranged Groups ». Consultable à l'adresse : <https://www.igad.int/programs/115-south-sudan-office/1667-igad-started-the-consultation-on-the-high-level-revitalization-forum-with-parties-to-the-agreement-and-estranged-groups>.

⁸ Entretiens avec trois anciens ministres et membres de l'opposition sud-soudanais à Nairobi, un représentant de la société civile en Afrique du Sud et plusieurs représentants de l'opposition sud-soudanais neutre à Nairobi et Kampala, en juillet, août et septembre 2017.

⁹ Voir *Sudan Tribune*, « South Sudan peace partners split over IGAD consultation », 9 octobre 2017. Consultable à l'adresse : www.sudantribune.com/spip.php?article63713.

¹⁰ Lettre du MPLS-Anciens Détenus, adressée au bureau de liaison de l'IGAD à Djouba, 7 octobre 2017.

suivi et d'évaluation que par le Conseil des ministres de l'IGAD¹¹. Ils ont également exprimé leur inquiétude quant à ce qui semble être la vision restreinte que le Gouvernement a du forum, à savoir un « examen des progrès accomplis » qui ne doit pas donner lieu à une révision des dispositions de l'accord, malgré les positions et les intérêts divergents d'autres parties.

22. Malgré les réserves exprimées concernant le forum, les parties continuent de collaborer avec ses organisateurs, en grande partie par crainte d'être qualifiées de « fauteurs de troubles » et d'être éventuellement visées par des sanctions unilatérales, régionales ou internationales. Depuis que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine s'est déclaré prêt, le 22 septembre 2017, à imposer des sanctions à ceux qui font obstacle à la paix au Soudan du Sud, de nombreuses parties prenantes sud-soudanaises semblent avoir renforcé, dans la forme sinon dans le fond, leur coopération avec le forum¹².

23. Outre le forum, les autres initiatives de paix régionales ont enregistré peu de progrès. Les efforts visant à réunifier le MPLS menés par le Président ougandais Yoweri Museveni sont dans l'impasse en raison du manque de volonté politique du Gouvernement sud-soudanais (voir plus loin)¹³. Le 16 octobre 2017, le Kenya a organisé une première série de réunions avec des partis d'opposition en vue de renforcer l'unité entre plusieurs de ces groupes, mais les suites de cette initiative demeurent incertaines¹⁴. Ces autres instances, qui soutiennent différentes parties et envisagent diverses démarches pour régler le conflit, permettent aux différents groupes d'opposition et au Gouvernement de continuer d'exploiter l'absence de consensus régional en appuyant l'initiative qui leur est la plus favorable.

B. Divergence des intérêts régionaux

24. Les intérêts économiques, sécuritaires et politiques des pays de la région continuent de nuire à l'instauration d'un consensus sur les moyens de régler le conflit au Soudan du Sud, le Gouvernement et l'opposition étant conscients de l'attachement des acteurs régionaux à ces intérêts et tournant la situation à leur avantage. L'Ouganda est le plus directement concerné et touché par le conflit. Plus d'un million de Sud-Soudanais y sont aujourd'hui réfugiés¹⁵, ce qui pèse sur les infrastructures, la sécurité et la stabilité économique du pays. Le Soudan du Sud est

¹¹ L'idée que le forum n'a pas pour objet de renégocier l'Accord est répandue par des ministres tels que Martin Elia Lomuro et Ezekiel Lol Gatkuoth, et revient également dans la communication du Président de la Commission mixte de suivi et d'évaluation et du Président du Conseil des ministres de l'IGAD. Voir *Xinhuanet*, « East Africa bloc says seeks to shore up South Sudan Peace Process », 25 juillet 2017; *Radio Tamazuj*, « Government Says No to Review of Peace Deal Decided at IGAD Summit », 13 juin 2017; déclaration faite par le Président de la Commission mixte de suivi et d'évaluation, Festus Mogae, devant le Conseil de sécurité de l'ONU le 20 juillet 2017, voir [S/PV.8008](#).

¹² Entretiens avec une source diplomatique confidentielle et avec des analystes indépendants en juin, août et septembre 2017. Voir également par. 20, point vii), du communiqué publié à l'issue de la 720^e séance du Conseil de paix et de sécurité, au niveau ministériel, sur la situation au Soudan du Sud, qui s'est tenue à New York, consultable à l'adresse : <http://www.peaceau.org/en/article/communiqué-of-the-720th-meeting-of-the-psc-at-the-ministerial-level-on-the-situation-in-south-sudan>.

¹³ Entretiens avec trois anciens ministres et membres de l'opposition sud-soudanais à Nairobi, un représentant de la société civile en Afrique du Sud et plusieurs représentants de l'opposition sud-soudanais à Nairobi et à Kampala, en juillet, août et septembre 2017.

¹⁴ *Reuters*, « South Sudan Opposition Groups Meet in Kenya to Harmonize Voices », 16 octobre 2017.

¹⁵ Pour les derniers chiffres sur les réfugiés, voir <http://data.unhcr.org/SouthSudan/country.php?id=229>.

un partenaire commercial important de l'Ouganda. La spirale descendante dans laquelle le conflit a jeté l'économie sud-soudanaise compromet le projet de Kampala de transformer l'Ouganda en une économie à revenu intermédiaire d'ici à 2020¹⁶. Néanmoins, l'Ouganda n'a pas tiré le meilleur parti de son influence sur le Soudan du Sud – notamment en refusant d'autoriser le passage sur son territoire des cargaisons d'armes destinées à l'APLS – pour amener le Gouvernement à cesser les opérations militaires et à se consacrer sérieusement à la promotion d'un dialogue politique inclusif. Par ailleurs, la rivalité entre l'Ouganda et l'Éthiopie pour l'hégémonie régionale et l'influence au Soudan du Sud pèse également dans les calculs du Président Museveni. Ainsi, l'Ouganda s'investit davantage dans le processus de réunification du MPLS mené par Kampala que dans le forum de haut niveau pour la revitalisation organisé sous l'égide de l'IGAD. Selon des sources du Groupe d'experts, ce dernier est perçu par les autorités ougandaises comme une initiative d'inspiration éthiopienne¹⁷.

25. De la même façon, le Kenya possède des intérêts financiers importants au Soudan du Sud. En particulier, les secteurs kényans (comme ougandais) de la banque et de l'immobilier sont d'importantes destinations des actifs financiers et de l'argent blanchi en provenance du Soudan du Sud¹⁸. Le rôle du Kenya dans les activités de maintien de la paix régional a fortement diminué sous l'effet des problèmes intérieurs liés aux élections de 2017. Néanmoins, la montée de l'insécurité dans l'État de l'Équatoria-Oriental voisin et l'accroissement de l'afflux de réfugiés qui est susceptible d'en résulter, tout comme la possibilité que des groupes armés attaquent et pillent des banques kényanes mal protégées (en particulier les agences de la Kenya Commercial Bank et de l'Equity Bank, comme à Bentiu et Bor¹⁹) au Soudan du Sud, sont pour le Kenya de puissants motifs de rester activement engagé dans le pays.

26. Le Soudan semble davantage préoccupé par d'autres problèmes régionaux – notamment l'effet de la recrudescence des tensions entre le Qatar et les autres pays du golfe Persique – et soucieux d'obtenir la levée permanente de certaines sanctions américaines²⁰. De même, l'Éthiopie s'intéresse à d'autres questions pressantes, notamment la construction du barrage de la Grande Renaissance sur le Nil. Ce projet a fait monter les tensions entre l'Éthiopie et l'Égypte autour du

¹⁶ Voir <http://npa.ug/wp-content/uploads/ROADMAP-MIDDLE-INCOME-STATUS-FOR-UGANDA.pdf>.

¹⁷ Correspondance du Groupe d'experts avec des diplomates internationaux et des analystes politiques régionaux.

¹⁸ Voir, par exemple, le rapport publié en septembre 2016 par l'organisation non gouvernementale Sentry et intitulé « War Crimes Shouldn't Pay – Stopping the looting and destruction in South Sudan ».

¹⁹ Le pillage des agences de la Kenya Commercial Bank (KCB) et de l'Ivory Bank à Bentiu a eu lieu le 3 janvier 2014. L'agence de la KCB à Bor a été mise à sac le 26 décembre 2013.

²⁰ La cessation de ses activités déstabilisatrices au Soudan du Sud était une condition préalable importante à la levée partielle des sanctions américaines contre le Soudan intervenue le 6 octobre 2017. Voir <https://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2017/10/274678.htm>.

contrôle des eaux du Nil, et l'approfondissement des liens entre le Caire et Djouba²¹ n'a fait qu'exacerber encore cette rivalité²².

27. Du fait essentiellement de cette divergence d'intérêts et de préoccupations, le processus de réunification du MPLS lancé sous l'égide de l'Ouganda, l'action menée par le Kenya auprès des groupes d'opposition, et le forum de haut niveau pour la revitalisation, initiatives censées être complémentaires, ne se complètent ni ne se renforcent mutuellement²³. Malgré le récent délai de deux mois fixé par l'IGAD pour mener à bien le forum²⁴, le Groupe d'experts estime que, faute de consensus au niveau des chefs d'État de l'Autorité – accompagné de mesures de sanction crédibles, notamment des sanctions ciblées de l'ONU à l'encontre de ceux qui commandent et contrôlent les forces sur le terrain – sur les modalités du forum et sur l'objectif recherché à terme, cette initiative n'a guère de chance de réussir à remettre sur les rails la mise en œuvre de l'Accord sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud²⁵.

C. Entraves mises aux efforts de paix

28. Le Président Kiir et ses fidèles tentent délibérément et systématiquement de déjouer et de faire échouer les initiatives régionales et bilatérales. Une tactique fréquente consiste à lancer des initiatives concurrentes afin de diviser l'attention des parties prenantes et ainsi de gagner du temps pour atteindre les buts militaires. Ainsi, par exemple, dans le cadre du processus de réunification du MPLS mené sous l'égide du Président Museveni, le Président Kiir a compromis l'objectif général de l'initiative en engageant une démarche parallèle visant supposément à le réconcilier avec Rebecca Nyandeng, ancienne ministre et veuve du fondateur du MPLS, John Garang. Que ce geste ait été sincère ou non, Salva Kiir n'a pas réussi à rallier Rebecca Nyandeng et a mis en échec les efforts entrepris par Yoweri Museveni²⁶.

29. Depuis son accession au poste de Premier Vice-Président, Taban Deng Gai tente de marginaliser son prédécesseur, Riek Machar, et de se présenter sur la scène

²¹ Depuis début 2017, on assiste à un réchauffement des relations entre l'Égypte et le Soudan du Sud. En janvier 2017, le Président Salva Kiir a effectué une visite d'État en Égypte pour s'entretenir de différentes questions bilatérales avec le Président Abdel-Fattah El-Sisi. Cette visite a été suivie d'un don d'aide humanitaire de l'Égypte au Soudan du Sud en juin 2017. Lors de la présentation des marchandises, Ahmed Fadel Yaccoub, Ministre adjoint des affaires étrangères chargé du Soudan et du Soudan du Sud, a qualifié le geste de « symbole des liens étroits et historiques qui unissent l'Égypte et le Soudan du Sud ». Voir *Juba Monitor*, « Egypt Donates humanitarian aid », 13 juin 2017.

²² Entretiens avec un ancien ministre du Soudan du Sud à Nairobi, un chercheur sud-soudanais en Afrique du Sud, un analyste indépendant à Addis-Abeba et des diplomates internationaux à New York et dans la région en juillet et août 2017.

²³ Entretiens avec des acteurs de la société civile, des analystes indépendants et des experts sud-soudanais en septembre et octobre 2017.

²⁴ *Radio Tamazuj*, « IGAD Team Sets Deadline for Peace Revitalization after Meeting Kiir », 13 octobre 2017.

²⁵ Les acteurs régionaux tiennent également des discours divergents sur la situation au Soudan du Sud. Malgré les tentatives faites pour afficher une position unifiée sur l'exil de Riek Machar en Afrique du Sud, certains pays, comme le Soudan par exemple, maintiennent que le chef rebelle a un rôle à jouer dans la recherche de la paix au Soudan du Sud. L'absence de voix unique a poussé le président de la Commission mixte de suivi et d'évaluation, Festus Mogae, et d'autres parties prenantes à exhorter à plusieurs reprises les différents acteurs à parler à l'unisson. Bon nombre de groupes de l'opposition sud-soudanaise partagent cette vision des choses. Entretiens avec plusieurs groupes d'opposition sud-soudanais en juillet, août et septembre 2017. Voir déclaration faite par Festus Mogae au Conseil de sécurité le 20 juillet 2017.

²⁶ Entretiens avec plusieurs membres des Anciens Détenus participant au processus en août 2017.

nationale et internationale comme une alternative légitime et crédible²⁷. Le plus proche allié de Deng Gai au sein du Gouvernement est le Ministre du pétrole, Ezekiel Lol Gatkuoth, un citoyen américain qui a représenté le MPLS aux États-Unis avant l'indépendance du Soudan du Sud en 2011 et qui s'était rallié à Riek Machar lorsque la guerre civile a éclaté en 2013. Deng Gai et Lol Gatkuoth ont soutenu les tentatives faites par le Président Kiir pour maintenir l'isolement de Riek Machar sur la scène internationale, créant des milices pour attaquer les combattants du MPLS dans l'opposition sur le terrain, intimider et museler ses partisans et les opposants au Gouvernement, et faire échec aux efforts régionaux visant à renforcer le caractère inclusif du processus politique²⁸. Lorsque le Groupe d'experts a rencontré Deng Gai, Gatkuoth et d'autres ministres en septembre 2017, Deng Gai a indiqué que la situation humanitaire et les conditions de sécurité sur le terrain s'amélioraient²⁹, malgré les innombrables éléments tendant à montrer le contraire, tandis que Gatkuoth a repris les critiques du forum de haut niveau pour la revitalisation déjà exprimées par le Président Kiir, Martin Lomuro et d'autres, remettant en cause les intentions de l'IGAD et soulignant que l'Accord sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud ne devrait pas prêter à réinterprétation et à renégociation.

30. Dans son rapport d'avril 2017 (S/2107/326, par. 38), le Groupe d'experts a décrit les diverses actions menées par le Service national de sécurité pour réprimer les activités de l'opposition dans la région (intimidations, rapatriements forcés, enlèvements). Les enquêtes complémentaires menées par le Groupe d'experts indiquent que le Service national de sécurité, sous la direction du général de corps d'armée Akol Koor Kuc, continue d'intimider et de harceler les personnalités de l'opposition et les dissidents dans les pays voisins. Le 18 août 2017, des agents des services de sécurité sud-soudanais à Kampala, agissant de concert avec des éléments des services de sécurité ougandais, ont tenté d'arrêter de force le porte-parole militaire adjoint de l'APLS dans l'opposition, Gabriel Lam. Un agent du Service national de sécurité sud-soudanais rattaché à l'ambassade de son pays à Kampala, Joseph Ochora, a fait appel aux services de cinq agents de sécurité ougandais pour mener cette opération officieuse³⁰. Même si l'opération a échoué, son organisation et sa tentative d'exécution rappellent d'autres opérations que le Service national de sécurité a orchestrées à l'étranger par le passé, notamment la disparition à Nairobi en janvier 2017 de deux citoyens sud-soudanais, Aggrey Idri, un membre du MPLS dans l'opposition, et Dong Samuel Luak, un éminent avocat spécialisé dans les droits de l'homme.

31. Les agents du Service national de sécurité ont également visé des militants politiques de la diaspora et des journalistes, notamment des reporters sud-soudanais. Dans un cas précis, le Service national de sécurité a bloqué le renouvellement du passeport sud-soudanais de John Tanza Mabusu, un journaliste

²⁷ Dans son exposé au Président du Conseil de sécurité en juin 2017, Taban Deng Gai a déclaré que le dialogue entre le Conseil de sécurité et Riek Machar était « une insulte à la misère et aux vies perdues des victimes innocentes des actes barbares de Riek Machar et de ses sbires ». *Radio Tamazuj*, « Taban Deng urges UN Security Council to desist from talking to Machar », 5 juin 2017.

²⁸ Entretiens avec plusieurs sources de l'opposition et du Gouvernement à Djouba, Kampala et Nairobi en septembre et octobre 2017.

²⁹ Selon l'ONU, les forces alliées de Taban ont recruté environ 207 des 1 022 enfants utilisés comme combattants au Soudan du Sud entre janvier et décembre 2016. Voir rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé (S/2017/821), 24 août 2017. Ce recrutement s'inscrit dans le cadre d'une campagne lancée par Taban pour mettre en place une milice rivale aux forces du MPLS dans l'opposition de Machar et pour mener des opérations militaires dans les États du Haut-Nil et de l'Unité.

³⁰ Entretiens avec des dirigeants de l'APLS dans l'opposition, à Kampala en septembre 2017.

de Voice of America (VOA) en poste à Washington, aux motifs que sa couverture du conflit était « hostile au Gouvernement »³¹. D'autres journalistes internationaux ont fait l'objet de détentions provisoires, d'expulsions ou d'interdictions de séjour. Selon de multiples sources, dont quatre des journalistes concernés, au cours des derniers mois, l'Autorité des médias sud-soudanaise a refusé d'approuver ou annulé l'accréditation d'au moins 20 correspondants étrangers au Soudan du Sud, les expulsant de facto du pays. Ces journalistes représentent certains des principaux organes de presse du monde et ont pour la plupart une très grande expérience de la couverture des événements au Soudan du Sud. Il ressort d'entretiens entre le Groupe d'experts et des journalistes qu'Elijah Alier Kuai, directeur de l'Autorité des médias, sous la direction du Ministre de l'information et de l'audiovisuel, Michael Makuei, et du directeur du Service national de sécurité, Akol Koor, joue un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de cette mise à l'écart³².

32. En août 2017, un journaliste indépendant, Christopher Allen, a été tué dans des combats à Kaya, près de la frontière avec l'Ouganda. Selon des sources de l'opposition, il se trouvait embarqué au sein de forces de l'opposition lors d'une offensive dirigée contre des positions gouvernementales³³. Les informations relatives aux circonstances de la mort de Christopher Allen sont contradictoires. Selon des sources au sein du MPLS dans l'opposition, le journaliste a été délibérément pris pour cible alors même que ses vêtements indiquaient sa profession. De son côté, le Gouvernement conteste ces affirmations³⁴. Toutefois, Michael Makuei a accrédité la thèse selon laquelle le journaliste a été délibérément pris pour cible en déclarant que Christopher Allen était un rebelle, qu'il avait attaqué la ville aux côtés des rebelles et qu'il avait été tué parmi les rebelles. Le ministre a par la suite contredit ses déclarations initiales³⁵.

33. Du côté de l'opposition, même si la faction du MPLS dans l'opposition dirigée par Machar s'est déclarée ouverte aux processus politiques devant aboutir à instaurer la paix, Riek Machar et ses partisans ont à plusieurs reprises rejeté les invitations à participer aux réunions avec l'IGAD et avec les autres acteurs régionaux qui cherchent à mettre fin au conflit. Des sources au sein de l'APLS dans l'opposition ont confié au Groupe d'experts qu'il n'était pas question que le mouvement s'associe à de tels processus tant que son chef serait retenu en Afrique du Sud³⁶. À Pretoria le 4 octobre 2017, Riek Machar a rencontré une délégation de l'IGAD pour parler du forum de haut niveau pour la revitalisation, une réunion qualifiée de « très fructueuse » par son groupe³⁷. La volte-face de Riek Machar est conforme à l'attitude observée par le passé lors de négociations au Soudan du Sud, où la participation – même si le processus est vicié – est le prix à payer pour ne pas être considéré comme un fauteur de troubles et ne pas se retrouver isolé sur la scène régionale et internationale.

³¹ Le renouvellement du passeport de John Tanza est toujours bloqué par le Service national de sécurité. Entretien avec John Tanza Mabusu, en octobre 2017.

³² Le Groupe d'experts s'est entretenu avec cinq journalistes des restrictions et entraves mises à l'exercice de leur métier au Soudan du Sud. Le rôle des agents du Service national de sécurité et de Michael Makuei revient systématiquement dans les propos recueillis par le Groupe.

³³ Déclarations faites aux journalistes par l'APLS dans l'opposition (voir <http://thehill.com/homenews/news/348143-american-journalist-killed-in-south-sudan>) et entretien du Groupe d'experts avec des sources au sein du mouvement, à Nairobi en septembre 2017.

³⁴ *VOA News*, « South Sudan "Regrets" Death of American Journalist », 30 août 2017.

³⁵ Ibid.

³⁶ Entretiens avec plusieurs sources de l'APLS dans l'opposition, à Nairobi, Kampala et en Afrique du Sud en juillet, août, septembre et octobre 2017.

³⁷ *Sudan Tribune*, « Machar's meeting with IGAD revitalization team "fruitful": official », 6 octobre 2017.

IV. Violences ethniques et crise humanitaire

A. Wau : blocus alimentaire comme arme de guerre

34. Tout au long de 2016 et de 2017, les opérations de contre-insurrection menées par l'APLS à Wau et dans les régions avoisinantes du Bahr el-Ghazal occidental ont pris pour cible des civils suivant des critères ethniques, provoquant le déplacement de plus de 100 000 personnes³⁸, la destruction de biens et de moyens de subsistance et une crise humanitaire majeure (S/2016/793, par. 16). Alors que les organismes d'aide humanitaire tentent de mettre sur pied une intervention pour atténuer la situation humanitaire et prévenir toute nouvelle détérioration, le Gouvernement leur refuse systématiquement l'accès aux populations dans le besoin. Le Groupe d'experts estime que, pendant une grande partie de 2017, le Gouvernement a délibérément empêché l'acheminement d'une aide alimentaire vitale à certaines parties de la population. Il s'agit là d'une utilisation de la nourriture comme arme de guerre visant à infliger des souffrances aux civils que le Gouvernement considère comme hostiles à ses objectifs. Le refus de l'aide alimentaire a provoqué une situation d'insécurité alimentaire extrême dans de vastes secteurs de la population, avec pour conséquence une multiplication des cas avérés de malnutrition et de mort par famine, en particulier dans la région de Baggari du comté de Wau³⁹.

35. Les calculs politiques et économiques sont les principaux facteurs à l'origine de décennies de violences ethniques entre les Fertit et les Dinka à Wau et dans les environs⁴⁰. L'ONU, les organisations spécialisées dans le recensement des violations des droits de l'homme et les journalistes ont constaté que l'APLS et les milices dinka qui lui sont associées avaient commis des violations des droits de l'homme à l'encontre des civils fertit⁴¹. De décembre 2015 à août 2017, l'APLS dans le comté de Wau était placée sous le commandement du général de division Thayip (Thiab) Gatluak Taitai⁴². Le Groupe d'experts a déjà pointé la responsabilité de Taitai dans le ciblage des civils selon des critères ethniques dans le sud de l'État de l'Unité en 2015 (S/2016/70, par. 48). L'APLS dans le comté de Wau relève du commandant du secteur 1, poste occupé jusqu'en mai 2017 par le général de corps d'armée Gabriel Jok Riak⁴³. Le Comité a imposé des sanctions à Jok Riak le 1^{er} juillet 2015 pour

³⁸ Ainsi, au 30 septembre 2017, 101 377 personnes avaient été déplacées dans le Bahr el-Ghazal occidental. Voir https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/SS_20171011__Humanitarian_Snapshot_September.pdf.

³⁹ Cette évaluation repose sur des informations recueillies auprès de nombreuses personnes qui ont une connaissance directe et approfondie de la situation et qui se sont confiées au Groupe d'experts sous couvert de l'anonymat. Entretiens menés par le Groupe d'experts à Djouba en septembre 2017 ainsi que par téléphone et par courrier électronique en septembre et en octobre 2017.

⁴⁰ Les tensions économiques se cristallisent autour des terres, les éleveurs dinka des environs transhumant avec leur bétail à la recherche de pâturages fertiles et empiétant sur les terres agricoles des Fertit. Les tensions politiques tiennent au fait que les Fertit se sentent marginalisés par le régime de Djouba.

⁴¹ Centre d'actualités de l'ONU, 22 décembre 2012 et 23 avril 2017, à l'adresse : <http://www.un.org/apps/news/>; Human Rights Watch, « South Sudan Civilians Killed, Tortured in Western Region », 24 mai 2016; *Al Jazeera*, « Wau displaced Tell of Death and Horrifying Escapes », 21 décembre 2016.

⁴² Taitai a été nommé commandant de la cinquième division locale de l'APLS en décembre 2015 et remplacé en août 2017. Peu après sa nomination, des forces Dinka supplémentaires provenant des États du Bahr el-Ghazal septentrional et de Ouarrap ont été déployées dans la région.

⁴³ Voir liste des individus faisant l'objet de sanctions à l'adresse : <https://sctsanctions.un.org/fop/fop?xml=htdocs/resources/xml/en/consolidated.xml&xslt=htdocs/resources/xsl/en/southsudan.xsl>.

avoir contribué à l'extension du conflit par ses violations de l'Accord de cessation des hostilités.

36. Le ciblage des civils fertit du comté de Wau et des environs est une tactique de lutte contre-insurrectionnelle que l'APLS a commencé à mettre en œuvre au début de 2016 dans le cadre de sa campagne contre les forces du MPLS dans l'opposition. En avril 2016, l'APLS a déployé des hélicoptères de combat Mi-24 dans la ville de Wau, une mesure qui – comme le Groupe d'experts l'a déjà constaté – n'aurait pas pu être prise sans l'autorisation de hauts responsables sud-soudanais, notamment le chef d'état-major de l'APLS d'alors, le général Paul Malong⁴⁴. Le 24 juin 2016, des violences ont éclaté dans la ville de Wau, l'APLS attaquant les civils vivant dans les quartiers principalement fertit⁴⁵ et entraînant le déplacement d'environ 80 000 personnes dans la ville et vers la région de Baggari contrôlée par l'opposition au sud et au sud-ouest⁴⁶. Les civils de la région de Baggari ont connu le pire des combats, l'APLS se livrant à des exécutions extrajudiciaires, commettant des violences sexuelles généralisées, pillant les maisons et le bétail et détruisant les cultures⁴⁷.

37. En avril 2017, l'APLS a mené des opérations violentes à Wau en représailles pour le meurtre de deux de ses officiers dans une embuscade tendue à l'extérieur de la ville⁴⁸. Ces violences ont été à l'origine d'une deuxième grande vague de déplacements. Selon les estimations des organismes d'aide humanitaire, ce sont 22 à 25 000 personnes de plus qui ont ainsi dû fuir⁴⁹. L'ONU a recensé des affrontements à l'extérieur de la ville de Wau pas plus tard qu'en juillet 2017⁵⁰ mais a relevé une légère inflexion des violences mi-septembre⁵¹. Au début d'octobre, le nouveau gouverneur de l'État de Wau, Angelo Taban Biajo, a présenté des excuses publiques pour les « erreurs » commises par les précédents responsables du Gouvernement, allusion aux violences perpétrées contre les civils par les forces de l'APLS sous le commandement de Jok Riak⁵². Toutefois, selon le Groupe d'experts, rien ne montre que le haut commandement de l'APLS et les autorités civiles aient pris de véritables

⁴⁴ S/2016/793, par. 9; *Radio Tamazuj*, « Eyewitness : Govt Helicopters Hovered over Town after Reported Clashes », 7 avril 2016.

⁴⁵ Entretiens avec des sources confidentielles au sein d'organismes de défense des droits de l'homme, à Nairobi et par téléphone, entre août et novembre 2016. Voir également S/2016/793, par. 16; Human Rights Watch, *ibid*.

⁴⁶ Voir Organisation internationale pour les migrations (OMI), « Fighting in Wau, South Sudan, Triggers Spike in Humanitarian Needs », communiqué de presse du 28 juin 2016; UNICEF, « South Sudan, Wau Humanitarian Situation Update », 29 juin 2016.

⁴⁷ Voir évaluation établie par les organismes humanitaires, consultable (en anglais) à l'adresse : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/160623_baggari_irna_report.pdf. Les constatations de cette évaluation sont corroborées par des informations confidentielles conservées dans les dossiers du Groupe d'experts.

⁴⁸ Trois prestataires du Programme alimentaire mondial ont été tués dans les violences. Voir communiqué de presse du PAM à l'adresse : <https://www.wfp.org/news/news-release/wfp-condemns-killing-three-workers-wau-south-sudan>; *Radio Tamazuj*, « Death Toll in Wau Violence Rises to 31, 21 avril 2017.

⁴⁹ REACH, « Wau County : Food Security and Livelihood Profile », juillet 2017, consultable (en anglais) à l'adresse : <http://www.reachresourcecentre.info/countries/south-sudan>.

⁵⁰ Rapport du Secrétaire général sur le Soudan du Sud (période allant du 2 juin au 1^{er} septembre 2017) (S/2017/784), par. 23. Le Président Kiir a décrété l'état d'urgence à Wau en juillet 2017 à la suite des affrontements entre groupes dinka rivaux. Voir S/2017/789, par. 12.

⁵¹ Voir MINUSS, communiqué de presse du 14 septembre 2017, consultable (en anglais) à l'adresse : <https://unmiss.unmissions.org/wau-could-provide-“model”-return-home-south-sudan’s-displaced-people>.

⁵² *Radio Tamazuj*, « New Wau Governor Apologizes to Citizens », 3 octobre 2017.

mesures pour veiller à ce que les auteurs des exactions commises par les unités de l'APLS pendant les opérations militaires rendent des comptes⁵³.

38. Alors que la situation humanitaire n'a cessé de se détériorer pour les civils de Wau et des environs, les opérations humanitaires ont été également perturbées⁵⁴. Au vu de ses constatations, le Groupe d'experts considère que le Gouvernement a régulièrement refusé l'accès à certaines parties de la population, en particulier dans les zones situées à l'extérieur de la ville de Wau. Dans l'une de ces zones, la région de Baggari, il faut souligner le caractère persistant et systématique des refus d'accès opposés par le Gouvernement et la situation humanitaire catastrophique qui en a résulté.

39. Même avant les flambées de violences de juin 2016 et d'avril 2017, les civils de la région de Baggari se trouvaient déjà dans une situation de grave insécurité alimentaire. En mai 2016, une mission d'évaluation humanitaire a déterminé qu'environ 21 400 civils avaient été déplacés par les violences commises en février 2016. Les membres de la mission d'évaluation ont observé que des maisons et des villages avaient été brûlés et que la population se nourrissait de feuilles et de racines sauvages, les stocks de nourriture étant épuisés ou ayant été pillés⁵⁵. Malgré cette situation d'insécurité alimentaire et son incidence prévisible sur les civils, de mi-juin 2016 à août 2017, l'APLS – sous le commandement de Jok Riak – n'a autorisé que sporadiquement les distributions de vivres dans la zone⁵⁶. Lors d'une de ces rares opérations humanitaires, en janvier 2017, les déplacés ont déclaré vivre dans la brousse par peur des attaques contre les villes et les femmes ont dit avoir été victimes de violences sexuelles sur la route de Wau et aux postes de contrôle. Du fait des pénuries alimentaires, nombre de déplacés ne prenaient qu'un repas par jour et se nourrissaient de plantes sauvages⁵⁷. Toutefois, le Gouvernement n'a autorisé

⁵³ Le Gouvernement a dépêché une « commission d'enquête » à Wau, qui a publié un rapport sur les violences commises en juin 2016. Le rapport est consultable (en anglais) à l'adresse : <https://radiotamazuj.org/sites/default/files/Wau%20Report.pdf>. Le 25 juillet 2016, deux soldats de l'APLS ont été exécutés pour avoir tué des civils dans les violences de juin 2016 (voir *Radio Tamazuj*, « Two SPLA Soldiers Executed by Firing Squad for Killings in Wau », 25 juillet 2016). En avril 2017, le Président a ordonné l'arrestation des auteurs de violences (voir *Africanews*, « South Sudan President Kirr orders arrest of perpetrators of recent violence », 12 avril 2017). Toutefois, lorsque le Directeur de la Division des droits de l'homme de la MINUSS s'est rendu sur les lieux deux semaines après les violences, il a constaté que personne n'avait été arrêté (voir entretien du 23 avril 2016 avec le Directeur de la Division des droits de l'homme de la MINUSS, consultable à l'adresse : <https://unmiss.unmissions.org/accountability-abuses-remains-one-biggest-challenges-south-sudan-says-unmiss-human-rights-director>). Le Groupe d'experts a adressé une lettre au Gouvernement dans le cadre de l'élaboration du présent rapport pour savoir si d'autres mesures ont été prises.

⁵⁴ Ainsi, par exemple, d'avril à juillet 2017, les organismes humanitaires ont suspendu la distribution de vivres à l'extérieur du site de protection des civils de Wau en raison de l'insécurité, ce qui a eu pour effet de limiter considérablement la portée géographique de l'aide. Voir REACH, *ibid.*

⁵⁵ Évaluation établie par les organismes humanitaires à Baggari, 23 juin 2016, consultable (en anglais) à l'adresse : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/160623_baggari_irna_report.pdf; Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « Humanitarian Bulletin : South Sudan », numéro 7, 30 mai 2017, consultable (en anglais) à l'adresse : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/160530_OCHA_SouthSudan_hb7.pdf.

⁵⁶ https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/170217_OCHA_SouthSudan_Humanitarian_Bulletin_3.pdf; et https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/SS_20170909_Access_Snapshot_August_final_0.pdf.

⁵⁷ https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/170217_OCHA_SouthSudan_Humanitarian_Bulletin_3.pdf.

aucune distribution de vivres par la route jusqu'au 11 mars 2017⁵⁸ et a empêché les organismes humanitaires d'atteindre les populations vulnérables en mettant des restrictions à leur liberté de circulation, en intimidant et harcelant les travailleurs humanitaires aux points de contrôle, et en créant un climat d'insécurité généralisée rendant impossible l'acheminement de l'aide⁵⁹. Après cette date, l'accès n'a été autorisé que par la voie aérienne, bien plus coûteuse, contribuant ainsi encore à l'exacerbation de la situation de grave insécurité alimentaire⁶⁰.

40. En août 2017, pour la première fois en plus d'un an, le Gouvernement a allégé les restrictions d'accès à la région de Baggari, permettant à un certain nombre d'organisations humanitaires de procéder à une large distribution de vivres et d'apporter une aide vitale à plus de 12 000 personnes⁶¹. Les déplacés ont déclaré avoir été réinstallés de force par les forces gouvernementales et expliqué que des dizaines à des centaines de personnes étaient mortes de faim pendant les nombreuses marches à pied devant les mener en lieu sûr. L'équipe d'évaluation a constaté que des villages avaient été brûlés et pillés, que des cultures avaient été détruites⁶², et que les déplacés n'avaient ni outils ni semences et ne pouvaient donc profiter de la saison des pluies d'août et de septembre pour cultiver⁶³. Plusieurs organismes humanitaires, dont le Programme alimentaire mondial (PAM)⁶⁴, ont relevé des forts taux de malnutrition et de malnutrition aiguë sévère⁶⁵. Une autre

⁵⁸ https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/170407_ssd_access_snapshot_march.pdf ; <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNHCR%20SSD%20Operational%20Update%20No%2005%20-%201-15%20March%202017.pdf>.

⁵⁹ Selon de nombreuses informations, des travailleurs humanitaires se sont vu refuser l'accès aux environs de Wau en novembre et décembre 2016 et en janvier 2017. Voir Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « South Sudan : Humanitarian access situation snapshot – December 2016 », consultable (en anglais) à l'adresse : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/170125_december2016_accesssnapshot.pdf; Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « South Sudan : Humanitarian access situation snapshot – November 2016 », consultable (en anglais) à l'adresse : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ss_161207_november_accesssnapshot_0.pdf; Voir Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « South Sudan : Humanitarian access situation snapshot – December 2016 », consultable (en anglais) à l'adresse : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/170125_december2016_accesssnapshot.pdf.

⁶⁰ Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « Humanitarian Bulletin : South Sudan », numéro 15, 10 octobre 2017, consultable (en anglais) à l'adresse : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/SS_171010_OCHA_SouthSudan_Humanitarian_Bulletin15.pdf.

⁶¹ Il ressort de conversations avec différents agents de l'ONU et des organismes humanitaires s'exprimant sous couvert de l'anonymat que les conditions d'accès se sont fortement améliorées depuis. Le Groupe d'experts suivra la situation pour confirmer qu'il s'agit d'une tendance durable. Voir Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « South Sudan : Humanitarian Access Snapshot – August 2017 », *ibid.* ; Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « Humanitarian Bulletin : South Sudan », numéro 15, 10 octobre 2017, consultable (en anglais) à l'adresse : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/SS_171010_OCHA_SouthSudan_Humanitarian_Bulletin15.pdf.

⁶² En 2017 notamment, des champs ont été détruits pendant la saison des cultures, forçant des milliers de personnes à fuir avant de pouvoir faire la récolte, exacerbant encore l'insécurité alimentaire.

⁶³ REACH, *ibid.*

⁶⁴ C'était la première fois que le PAM et ses partenaires intervenaient dans la région de Baggari depuis la suspension des opérations décidée à la suite de l'arrestation d'agents du Programme en avril 2017. Voir PAM, « Situation Report on South Sudan », numéro 195, consultable (en anglais) à l'adresse : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP%20South%20Sudan%20Situation%20Report%20%23195%20-%2022%20September%202017.pdf>.

⁶⁵ Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « Humanitarian Bulletin : South Sudan », numéro 15, *ibid.* ; UNICEF, « South Sudan : Humanitarian Situation Report », 30 septembre 2017,

mission d'évaluation a révélé que 164 jeunes enfants et personnes âgées étaient morts de faim ou de maladie entre janvier et septembre 2017⁶⁶.

B. Haut-Nil : dépeuplement ethnique et menace de réinstallation forcée

41. Le Groupe d'experts a décrit (S/2017/789) les offensives répétées menées par le Gouvernement depuis 2015 contre la milice Agwelek de Johnson Olony sur la rive occidentale du Nil ainsi que les violences et les actes de déplacement forcé perpétrés par l'APLS contre les civils chillouk dans la région. Selon les travailleurs humanitaires avec lesquels le Groupe s'est entretenu à la fin du mois d'août 2017, moins de 17 000 Chillouk se trouvaient encore dans l'État du Haut-Nil en-dehors du site de protection des civils de Malakal et étaient concentrés principalement dans des camps de déplacés à Aburoc et dans les environs. Ces déplacés ont fui à de nombreuses reprises alors que les combats progressaient dans le Haut-Nil et que l'APLS repoussait la milice Agwelek de Malakal vers Kodok. Les organismes humanitaires ont tenté de se suivre chaque nouvelle vague de déplacements⁶⁷.

42. Le conflit s'est intensifié sur la rive occidentale du Nil depuis janvier 2017, l'APLS continuant de repousser les forces d'opposition vers le nord et s'emparant des principales agglomérations des comtés de Panyikang et de Fachoda. Par suite, un grand nombre de personnes ont dû fuir de l'autre côté de la frontière, au Soudan. Au total, 85 771 personnes se sont réfugiées, entre le 1^{er} janvier et le 15 septembre 2017, dans le Kordofan méridional et le Nil-Blanc, États soudanais limitrophes de Panyikang et de Fachoda⁶⁸. En avril 2017, ces offensives ont abouti à la prise de Kodok par l'APLS. La majorité de la population avait quitté Kodok en prévision de l'attaque, certains se dirigeant vers Aburoc et d'autres entrant au Soudan⁶⁹.

43. Le 11 septembre, des affrontements ont éclaté entre l'APLS et les factions de l'APLS dans l'opposition associées à Riek Machar et à Johnson Olony près du village d'Adodo, à 15 kilomètres au sud d'Aburoc. Les forces gouvernementales ainsi que des membres de la communauté chillouk de Gar qui ont récemment fait défection de l'APLS dans l'opposition de Machar auraient attaqué les forces de la faction de l'APLS dans l'opposition dirigée par Agwelek et se seraient emparés d'Adodo. Le 12 septembre, les combats ont atteint Aburoc et l'APLS a pris le contrôle des camps de déplacés. Au vu des combats autour d'Adodo, la population et les travailleurs humanitaires avaient anticipé l'attaque et la grande majorité des civils avaient immédiatement fui Aburoc pour se réfugier dans la brousse ou dans les villages voisins. Plus de 30 membres du personnel humanitaire ont été évacués à Malakal⁷⁰.

consultable (en anglais) à l'adresse :

https://www.unicef.org/appeals/files/UNICEF_South_Sudan_Humanitarian_SitRep_30_Sept_2017.pdf.

⁶⁶ Informations confidentielles consultées par le Groupe d'experts. La source ayant une connaissance directe de la situation et l'origine des informations ayant été vérifiée, le Groupe estime que ces renseignements sont très crédibles.

⁶⁷ Voir communiqué de presse de Médecins sans frontières (MSF), consultable (en anglais) à l'adresse suivante : <http://www.msf.org/en/article/south-sudan-continuing-displacement-new-reality-many-along-northern-frontier>.

⁶⁸ HCR, points sur les réfugiés sud-soudanais au Soudan au 15 septembre 2017 et au 31 décembre 2016, consultables (en anglais) à l'adresse suivante : <http://data.unhcr.org/SouthSudan/documents.php?page=3&view=grid&Country%5B%5D=204>.

⁶⁹ Entretiens du Groupe avec des sources confidentielles au sein de l'ONU et des organismes humanitaires, par téléphone et à Djouba en septembre 2017.

⁷⁰ Ibid.

44. Le 14 septembre, le Gouverneur de l'État de Fachoda, Althep Okej, a lancé un ultimatum à la population civile et aux travailleurs humanitaires⁷¹, leur donnant sept jours pour quitter Aburoc et rejoindre Kodok⁷². La communauté humanitaire a vu dans cet ultimatum une tentative de renvoyer de force les déplacés dans leurs foyers, ce qui constitue une violation des principes directeurs de l'ONU relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays⁷³. Le Gouvernement a affirmé qu'il serait mieux à même de garantir leur sécurité à Kodok, dans la mesure où il prévoyait des représailles de la faction de l'APLS dans l'opposition dirigée par Machar contre Aburoc et ses alentours, et a demandé aux habitants originaires de Kodok et à ceux ayant des proches sur place de retourner chez eux. Il a indiqué que, pour le reste des déplacés, originaires pour la plupart du comté de Panyikang et de Wau Shilluk, un camp serait installé dans le village de Gollo, à environ deux kilomètres au nord de la ville de Kodok. Le trajet de 30 kilomètres d'Aburoc à Kodok est dangereux en raison de la présence potentielle de mines terrestres sur la route. Sous la pression de l'ONU et des organismes humanitaires, le Gouvernement de l'État de Fachoda semble être revenu sur l'ultimatum du Gouverneur et avoir accepté, ne serait-ce qu'à court terme, la présence de civils et de travailleurs humanitaires à Aburoc. Les travailleurs humanitaires offrent actuellement leurs services à environ 15 000 civils à Aburoc et dans les environs⁷⁴.

C. Équatoria : accaparement de terres et exploitation des ressources naturelles

45. Les opérations anti-insurrectionnelles menées par l'APLS et les milices alliées en Équatoria en 2016 et 2017 ont entraîné le déplacement de centaines de milliers de civils, dont plus de 400 000 déplacés et plusieurs centaines de milliers de réfugiés en Ouganda. Les habitants d'Équatoria ont décrit les multiples exactions commises par l'APLS et les milices dinka Mathiang Anyoor (meurtres, arrestations et détentions arbitraires, viols et autres formes de violence sexuelle, actes de torture, pillage et destruction de biens)⁷⁵.

46. Les forces d'opposition opérant en Équatoria, notamment la faction de l'APLS dans l'opposition dirigée par Machar et le Front de salut national dirigé par l'ancien chef d'état-major adjoint de l'APLS, le général Thomas Cirillo, ne semblent pas avoir bénéficié d'un approvisionnement régulier d'armes et de munitions et dépendent beaucoup du matériel récupéré pendant les affrontements avec l'APLS et ses milices supplétives. L'APLS et les milices Mathiang Anyoor ayant poussé nombre d'habitants d'Équatoria à fuir leurs foyers, et les groupes de l'opposition

⁷¹ Okej, ancien bras droit de Johnson Olony, a été nommé à son poste par le Premier Vice-Président Deng Gai.

⁷² Il importe de noter que les responsables locaux et l'APLS ont déjà tenté de restreindre l'accès humanitaire aux populations dans le besoin dans le Haut-Nil. En juillet et août 2015 (voir S/2016/70, par. 48) et février 2017 (voir S/2017/326, par. 37).

⁷³ Entretiens du Groupe avec des sources humanitaires confidentielles à Djouba en septembre 2017 et correspondance avec des sources humanitaires confidentielles en octobre 2017.

⁷⁴ Voir MSF, *ibid.*

⁷⁵ Voir rapports d'étape et final du Groupe d'experts en date du 15 novembre 2016 (S/2016/963) et du 13 avril 2017 (S/2017/326); rapport de la MINUSS sur Yei, consultable (en anglais) à l'adresse :

https://unmiss.unmissions.org/sites/default/files/report_human_rights_violations_and_abuses_in_yei_july_2016_to_january_2017_0.pdf; Human Rights Watch, « Soldiers Assume We Are Rebels : Escalating Violence and Abuses in South Sudan's Equatorias », 1^{er} août 2017; Amnesty International, « If Men Are Caught, They are Killed, If Women Are Caught, They Are Raped : Atrocities in the Equatoria Region Turn Country's Breadbasket into a Killing Field », 3 juillet 2017.

manquant de ressources pour mener leurs opérations, les affrontements directs entre l'APLS et les forces d'opposition sont sporadiques. Cependant, la situation des civils restés sur place n'a pas été soulagée pour autant. En effet, les forces de l'APLS, qui n'ont pas reçu de salaire depuis des mois, et les forces d'opposition, qui ne sont pas réapprovisionnées, continuent de s'en prendre aux civils. L'insécurité généralisée qui règne dans les environs de Yeï (Équatoria central) empêche encore nombre de civils d'accéder à leurs fermes, tandis que les soldats de l'APLS pillent les récoltes et les vendent à des prix excessifs. Face à la menace constante de la violence, les civils restés à Yeï se retrouvent pris au piège dans la ville et n'ont qu'un accès limité à la nourriture et aux soins médicaux⁷⁶.

47. Profitant du dépeuplement d'une grande partie de l'Équatoria, des éleveurs dinka lourdement armés amènent de vastes troupeaux dans les zones fuies par les civils. D'après des informations recueillies par le Groupe, certains de ces troupeaux appartiennent à des hautes personnalités de Djouba⁷⁷. Les habitants d'Équatoria déplacés par les violences ont indiqué aux enquêteurs internationaux qu'ils voient la présence accrue des Dinka et de leur bétail comme une appropriation de terres⁷⁸. Le 23 octobre 2017, la télévision publique sud-soudanaise a annoncé que le Président Kiir avait ordonné à l'APLS d'organiser le retrait d'Équatoria des éleveurs et de leur bétail⁷⁹.

48. Outre ses pâturages, l'Équatoria possède d'abondantes ressources naturelles que les groupes armés exploitent depuis longtemps pour financer leurs opérations militaires. Pendant la guerre civile contre le Gouvernement à Khartoum, l'APLS se finançait grâce au commerce de l'or et du teck⁸⁰. L'économie du Soudan du Sud étant prise dans une spirale descendante et les groupes d'opposition ne disposant pas de soutien extérieur, l'APLS et l'APLS dans l'opposition cherchent toutes deux à tirer parti de l'or et du teck, un bois dur précieux et relativement abondant, notamment en Équatoria central et en Équatoria occidental. Lors de sa visite à Djouba, en septembre, le Groupe d'experts a recueilli le témoignage de personnes ayant déclaré avoir vu des unités de l'APLS garder des stocks de teck près de Lainya, centre du commerce de bois dur de l'Équatoria central. Selon des sources locales, les négociants en teck paient d'abord des unités de l'APLS dans l'opposition pour assurer la sécurité dans les forêts où ils exploitent le teck, puis l'APLS pour protéger le transfert de bois vers l'Ouganda, où il est exporté⁸¹. Bien que les sociétés de teck soient essentielles aux économies locales, où les emplois sont rares, les responsables locaux ont exprimé leur inquiétude face à la faiblesse des contrôles et à la réglementation de plus en plus aléatoire de l'industrie, qui permettent aux groupes armés de se livrer à un commerce illicite. Le Gouverneur de l'État du fleuve Yeï, David Lokonga Moses, a suspendu à deux reprises, en juillet et en octobre 2017, les activités d'exploitation de teck, invoquant la nécessité d'une gestion et d'un contrôle plus cohérents dans le secteur.

⁷⁶ Deux sources confidentielles. Documents conservés dans les dossiers du Groupe d'experts. Il existe peu d'informations sur la situation des civils dans les zones contrôlées par l'opposition, car peu d'organisations internationales y ont régulièrement accès.

⁷⁷ Entretiens avec des sources confidentielles au sein de l'ONU et d'organisations non gouvernementales à Djouba, en septembre 2017.

⁷⁸ Entretiens avec des membres de la MINUSS, des travailleurs humanitaires et des analystes régionaux à Djouba, en septembre 2017. Un commandant local de l'APLS a déclaré à un analyste régional qu'il ne pouvait donner suite aux plaintes visant les éleveurs qu'avec l'autorisation de Djouba.

⁷⁹ *Radio Tamazuj*, « Kiir orders pastoralists to leave five Equatoria states », 25 octobre 2017.

⁸⁰ Voir <https://reliefweb.int/report/sudan/new-frontier-baseline-survey-large-scale-investment-southern-sudan>.

⁸¹ Deux sources confidentielles. Documents conservés dans les dossiers du Groupe d'experts.

49. Le Groupe d'experts a également recueilli de multiples informations selon lesquelles le Soudan du Sud jouerait un rôle croissant dans la contrebande d'or régionale. Comme le teck, l'or était une importante source de revenus pour l'APLS pendant la guerre civile avec le Soudan⁸². Si deux des plus grands exploitants de mines d'or, la société britannique Equator Gold et l'entreprise sud-africaine New Kush Exploration & Mining Ltd., auraient officiellement arrêté leurs activités en raison de l'insécurité, l'exploitation minière artisanale se poursuit à grande échelle dans beaucoup de régions, notamment au sud-est de Yei et au sud et à l'ouest de Bungu (Équatoria central), au sud-est de Kapoeta (Équatoria oriental) le long de la frontière avec l'Ouganda et le Kenya, ainsi que dans quelques poches situées dans les États de l'Équatoria occidentale, du Jongleï et du Haut-Nil⁸³. D'après une estimation de 2016, environ 60 000 personnes pratiqueraient l'exploitation minière artisanale⁸⁴. Selon certaines sources, une partie de l'or sud-soudanais transiterait par l'Ouganda⁸⁵. Toutefois, le manque de transparence et de contrôle solide de l'industrie de l'or au Soudan du Sud comme en Ouganda ne permet pas de procéder à une estimation exacte. Alors que les recettes pétrolières du Gouvernement demeurent très limitées, l'importance de l'exploitation et de la contrebande de l'or comme source de financement des opérations militaires en cours va probablement augmenter.

V. Élections et crise de légitimité gouvernementale

50. Comme le Groupe d'experts l'a souligné dans son rapport établi dans les 120 jours suivant l'adoption de la résolution 2290 (2016) (S/2017/789), le Gouvernement persiste, malgré l'insécurité généralisée qui règne au Soudan du Sud, à vouloir inscrire l'établissement d'un calendrier électoral dans les objectifs du forum de haut niveau pour la revitalisation. Le Gouvernement voit dans les élections un moyen de garantir sa légitimité face à l'effondrement de l'Accord sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud, aux difficultés croissantes que posent les groupes d'opposition et à la condamnation par la communauté internationale de son choix de continuer à vouloir régler le conflit par la voie militaire. Parmi les pays membres de l'IGAD, l'Ouganda est le plus enclin à réclamer des élections, confortant beaucoup de groupes d'opposition dans l'idée que le Président Museveni voudrait mettre fin au conflit en maintenant le statu quo du MPLS⁸⁶.

⁸² Cordaid, « Mining in South Sudan : Opportunities and Risks for Local Communities », consultable (en anglais) à l'adresse: https://www.cordaid.org/nl/wp-content/uploads/sites/2/2016/03/South_Sudan_Gold_Mining_Report-LR_1.pdf.

⁸³ Échange de courriers électroniques du Groupe avec un spécialiste régional des questions liées aux ressources naturelles, octobre 2017. Voir également *Bloomberg*, « Economic Chaos Fuels Gold Mining Rush in Africa's Newest Nation », 5 juillet 2017. Pour une carte des zones d'exploitation minière artisanale, voir Cortaid, « Mining in South Sudan : Opportunities and Risks for Local Communities », janvier 2016, p. 19. Consultable (en anglais) à l'adresse : https://www.cordaid.org/nl/wp-content/uploads/sites/2/2016/03/South_Sudan_Gold_Mining_Report-LR_1.pdf.

⁸⁴ Voir Cortaid, « Mining in South Sudan : Opportunities and Risks for Local Communities », janvier 2016.

⁸⁵ Alors que l'Ouganda n'est pas un gros producteur d'or, les statistiques officielles de la Banque de l'Ouganda font apparaître une multiplication par 10 des exportations d'or entre 2015 (36 millions de dollars) et 2016 (340 millions de dollars), dont la plupart étaient destinées aux Émirats arabes unis. Dans son rapport du 5 juin 2017, intitulé « Uganda : Undermined », l'organisation Global Witness révèle qu'il est très probable que l'or provenant du Soudan du Sud transite par l'Ouganda.

⁸⁶ Entretiens avec des participants au processus de réunification du MPLS mené sous l'égide de l'Ouganda.

51. Si le mouvement en faveur des élections s'accélère, la communauté internationale – et en particulier la MINUSS – devra faire un choix difficile entre, d'un côté, appuyer une initiative considérée comme illégitime par beaucoup de Sud-Soudanais et susceptible d'approfondir la violente fracture ethnique qui déchire le Soudan du Sud, et, de l'autre, refuser de soutenir le processus et renforcer les relations d'hostilité entre le Gouvernement et l'ONU.

VI. Armes

52. En septembre 2017, le Groupe a examiné 50 armes et plus de 3 000 cartouches saisies par la MINUSS sur des particuliers avant leur entrée dans les sites de protection des civils à la suite des affrontements entre le Gouvernement et l'opposition en juillet 2016. Ces armes ont des origines géographiques et des dates de fabrication diverses et correspondent aux stocks d'armes précédemment observés et analysés par des experts en armements du Soudan du Sud (voir annexe 1)⁸⁷. Le Groupe d'experts attend les réponses de certains des fabricants d'armes pour établir quand et comment ces armes sont arrivées dans le pays.

53. En coordination avec le Groupe d'experts sur le Soudan, le Groupe d'experts cherche à déterminer l'origine d'un véhicule blindé pris par les forces d'opposition au Gouvernement lors d'affrontements près de Maiwut en juillet 2017 (S/2017/789, par. 33). Le véhicule ressemble à des véhicules blindés opérant au Soudan, dont il a été déterminé qu'ils provenaient d'un fournisseur à Doubaï. Le Groupe d'experts a contacté les entreprises ayant participé à cette transaction et cherche à obtenir des informations complémentaires sur l'achat de ces véhicules.

54. Le Groupe d'experts a également recueilli des informations, notamment des preuves documentaires, indiquant qu'une cargaison de 31 tonnes d'armes (dont des fusils d'assaut AK-47, des chargeurs de recharge, des baïonnettes et autres accessoires) et de munitions serait arrivée par avion à Entebbe (Ouganda) le 30 août 2017 avec la société Bosasy Logistics pour consignataire (voir annexe 2). Selon des sources du Groupe d'experts, ces armes devaient ensuite être expédiées à Djouba⁸⁸. Le Groupe d'experts s'est fait communiquer des documents supplémentaires par les autorités compétentes du pays d'origine des armes, notamment le certificat d'utilisateur final, les numéros de série des armes et les numéros de lot des munitions⁸⁹. Ces informations faciliteront le suivi de tout transfert à venir de ces armes vers le Soudan du Sud.

55. Le Groupe d'experts continue de vérifier les informations selon lesquelles des armes auraient été livrées à différents groupes d'opposition au Soudan du Sud. Selon deux sources indépendantes, les forces Agwelek présentes dans le Haut-Nil

⁸⁷ Réunion du Groupe avec des experts en armements internationaux et examen des rapports sur les armes, notamment celui de l'organisation Conflict Armament Research consultable (en anglais) à l'adresse suivante : www.conflictarm.com/wp-content/uploads/2015/06/Weapons_and_ammunition_airdropped_to_SPLA-iO_forces_in_South_Sudan.pdf.

⁸⁸ Deux sources militaires sud-soudanaises de haut rang ont, chacune de son côté, attiré l'attention du Groupe d'experts sur cette cargaison. Par le passé, ces sources ont fourni des informations sur des livraisons d'armes qui se sont révélées exactes. Le rôle joué par l'Ouganda et Bosasy Logistics lors de précédentes livraisons d'armes au Soudan du Sud a été analysé dans des rapports précédents du Groupe (S/2016/70 et S/2016/963). La livraison d'août 2017 a également été évoquée dans les médias bulgares, qui ont soulevé la question du contrôle des livraisons d'armes. Voir <https://bivol.bg/en/risky-shipment-of-bulgarian-weapons-for-uganda-might-reach-south-sudan.html>.

⁸⁹ Correspondance officielle du Groupe avec le Gouvernement bulgare en octobre 2017, conservée dans les dossiers du Groupe d'experts.

ont reçu des livraisons d'armes en septembre et en octobre 2017. Le Groupe d'experts ne dispose d'aucun élément lui permettant d'établir indépendamment la véracité de ces informations. Les commandants de l'opposition sur le terrain avec lesquels le Groupe s'est entretenu maintiennent qu'ils n'ont pas été réapprovisionnés et en donnent pour preuve les importantes avancées militaires enregistrées par les forces gouvernementales en 2017⁹⁰. L'absence de fourniture d'armes a poussé les groupes d'opposition à s'armer à partir des stocks gouvernementaux en attaquant les avant-postes du Gouvernement, notamment en Équatoria⁹¹.

VII. Conclusion

56. Le conflit au Soudan du Sud, qui entrera bientôt dans sa cinquième année, se poursuit sans que les principaux belligérants, et notamment le Gouvernement du Président Salva Kiir, fassent preuve de retenue. Il ressort des rapports consultés par le Groupe d'experts et de ses entretiens avec des témoins que les hauts dirigeants de l'APLS et du Service national de sécurité, au su du Président, supervisent des opérations militaires dans le cadre desquelles la nourriture est utilisée comme arme et des civils sont déplacés de force. Dans deux régions du pays en particulier, la rive occidentale du Nil dans l'État du Haut-Nil et le comté de Baggari près de Wau, les civils ont été délibérément pris pour cible. Dans le cas de Baggari, cette tactique a eu pour résultat la mort par famine et par maladie d'au moins 164 enfants et personnes âgées.

57. La poursuite des attaques contre les civils et des opérations militaires dans l'ensemble du pays montre clairement qu'aucune des parties au conflit n'a encore sérieusement l'intention de rétablir la paix autrement que par la victoire militaire. Ce constat vaut tout particulièrement pour le Président Kiir, le Premier Vice-Président Taban Deng Gai et d'autres membres du Gouvernement cités dans le présent rapport. Malgré les efforts régionaux visant à remédier à la détérioration de la situation de la majorité des Sud-Soudanais, les parties au conflit continueront vraisemblablement à faire preuve d'un manque d'engagement sérieux voire, dans certains cas, à compromettre purement et simplement les initiatives de paix jusqu'à ce que des mesures appropriées, notamment des sanctions ciblées, soient prises pour écarter les auteurs de troubles.

VIII. Recommandations

58. Le Groupe d'experts recommande :

a) Que, pour montrer la volonté du Conseil de sécurité d'appuyer la quête d'une paix inclusive et durable au Soudan du Sud, le Comité désigne les responsables des activités et des politiques qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité au Soudan du Sud, telles que décrites aux paragraphes 9 et 10 de la résolution. Outre l'annexe confidentielle qu'il a présentée au Comité en janvier 2016, le Groupe d'experts a fourni, dans le présent rapport ainsi que dans ses rapports antérieurs de 2016 (S/2016/70, S/2016/793 et S/2016/963), des éléments mettant en cause de nombreuses personnes responsables ou complices d'activités ou de politiques décrites au paragraphe 9 de la résolution 2290 (2016), notamment celles responsables des conditions à l'origine de la crise humanitaire sans précédent

⁹⁰ D'après des entretiens menés en octobre 2017 avec diverses sources de l'opposition, dont des officiers supérieurs.

⁹¹ Entretiens avec des commandants de l'opposition, à Addis-Abeba en septembre 2017.

que vit le pays, y compris la famine. Les exposés des faits à l'appui de l'inscription éventuelle de personnes dans cette catégorie seront présentés au Comité dans un document complémentaire;

b) Que, pour montrer sa volonté d'appuyer la quête d'une paix inclusive et durable au Soudan du Sud et pour prévenir la continuation des violations massives des droits de l'homme qui sont, comme l'a déterminé le Groupe d'experts, directement liées à la fourniture d'armes et de munitions aux acteurs étatiques et non étatiques, le Conseil de sécurité impose un embargo sur la fourniture, la vente ou le transfert d'armes et de matériels connexes au Soudan du Sud. Le Groupe d'experts réitère ses recommandations relatives aux modalités de mise en œuvre de ce type d'embargo énoncées aux alinéas d), e) et g) du paragraphe 84 de son rapport d'activité pour 2015 (S/2015/656). De l'avis du Groupe d'experts, un embargo sur les armes est techniquement réalisable et aurait un effet positif sur la situation politique et les conditions de sécurité;

c) Que le Conseil de sécurité prie la MINUSS de mener une enquête et de lui présenter ensuite un rapport sur la situation dans la région de Baggari et dans le Haut-Nil en vue d'établir si des crimes atroces y ont été commis contre les populations civiles.

Annex I Examination of weapons

In September 2017, the Panel examined 50 weapons held by UNMISS in Juba. This represents a sample of weapons used during the fighting between the government and opposition in July 2016. It is probable that most of these weapons were in the possession of opposition forces given that they were seized from combatants as they fled the fighting in Juba.

The following table summarises the weapons examined by the Panel:

| Number | Description |
|--------|--|
| 42 | AK-pattern variants – 7.62mm |
| 4 | Galil assault rifles (2 x model ACE 31, 2 x model ACE 32) – 7.62mm |
| 2 | CQ “M16-type” assault rifles – 5.56mm |
| 1 | PKM light machine gun – 7.62mm |
| 1 | RPG Launcher (no manufacturing marks, likely deliberately removed) |

The weapons’ year of manufacture ranged from 1961 to 2013. Fourteen of the weapons had manufacturing marks from factories located in countries of the former Eastern Bloc, while 12 had manufacturing marks from Chinese factories, four from Israeli manufactures, and one Ethiopian-manufactured weapon. The remaining weapons had indistinct or illegible markings. Given the lack of information on provenance, it is not possible to say with certainty when many of these weapons entered South Sudan, however the Panel has been able to establish that the Israeli manufactured weapons were part of a consignment shipped to South Sudan in September 2013.¹ Given the markings on the Israeli weapons, the Internal Security Bureau of the South Sudanese National Security Service appears to have been the consignee. The Panel is attempting to trace other weapons in this sample where data is available.

A sample of the weapons documented is represented in the pictures below:

Figures I & II

Model Type 56-1, produced by State Factory 26 in China in 2013. Weapons with the same manufacturing marks were documented by the NGO Conflict Armament Research near Bentiu, South Sudan in May 2014.²



Figure I

¹ Panel official correspondence with the Government of Israel, 24 October 2017

² Email conversation with Conflict Armament Research, October 2017



Figure II

Figures III & IV

AKM manufactured by Izhevsk Machinebuilding Plant in the USSR in 1961.



Figure III



Figure IV

Figures V & VI

ACE 31 Assault rifle produced by Israel Weapons Industries (IWI), with marking ISB NSS (Internal Security Bureau of the South Sudan National Security Service).



Figure V



Figure VI

Figures VII & VIII

CQ model assault rifle (5.56mm calibre), manufactured in China, likely in 2013.



Figure VII



Figure VIII

Figures IX & X
Ethiopian AK- Pattern GAFAT-1.



Figure IX



Figure X

Figures XI & XII
RPG Launcher with manufacturing marks removed



Figure XI



Figure XII

Figures XIII & XIV
Chinese manufactured PKM Light Machine gun.



Figure XIII



Figure XIV

Ammunition

Figures XV, XVI, & XVII

The Panel also examined the more than 3,000 rounds of ammunition also seized by UNMISS in July 2016. However, given the time available and the number of rounds and diversity of the sources of manufacture, it was not possible to document every piece of ammunition. As the rounds are without their packaging, tracing them to their first consignee is impossible. Nevertheless, the examination indicates that none of the ammunition was manufactured after 2015.



Figure XV: Rounds of 7.62mm ammunition seized by UNMISS in July 2016



Figure XVI: Sample of 7.62x39mm ammunition



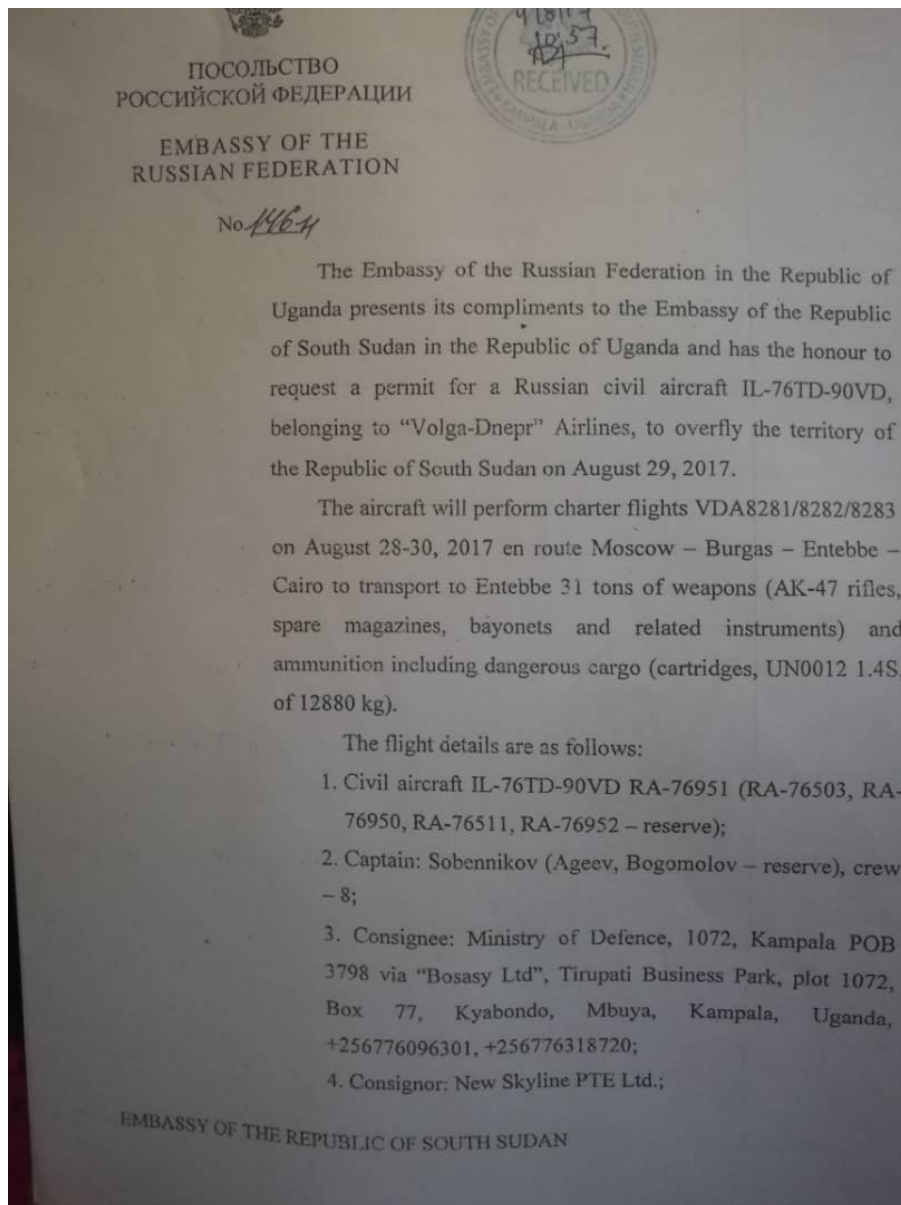
Figure XVII: Sample of 7.62x52Rmm ammunition



Figure XVIII: Sample of 5.56mm ammunition

Annex II Weapons transport document

The following documents were provided to the Panel by a confidential source on 20 August 2017. The documents subsequently appeared in some media reporting in September 2017.



Weapons transport document, page 1

5. Sender: Bulgarian Industrial Engineering and Management JSC. Sofia 1616 Bulgaria, 15-17 Belavodski Pat Street, +35929170202;

6. Flight plan (UTC time):

VDA8281

South Sudan (August 29, 2017): MKL/1119 UB527 JUB
UG656 ATUGA/1205

Flight altitude: FL260-350 (7900-10700 m).

The aircraft is equipped with TCAS systems. There is no photo equipment or prohibited cargo aboard.

The Embassy would highly appreciate if the flight clearance is communicated to it.

The Embassy of the Russian Federation avails itself of this opportunity to renew to the Embassy of the Republic of South Sudan the assurances of its highest consideration.

Kampala, August 27, 2017



Weapons transport document, page 2

Annex III Implementation of the asset freeze and travel ban

Pursuant to Security Council resolution 2206 (2015), the Panel has continued to gather, examine and analyze information regarding the implementation by Member States of the asset freeze on the six designated individuals. The definition of “assets” covers all funds, other financial assets and economic resources, which are owned or controlled, directly or indirectly, by any individuals or entities, that may be designated by the Committee, or by any individuals or entities acting on their behalf or at their direction, or by entities owned or controlled by them.¹

The Panel has obtained evidence indicating that Marial Chanuong Yol Mangok,² one of the six listed individuals, still maintains assets in South Sudan. The Panel’s investigation found that Mangok is a shareholder of a business registered in South Sudan. Documents obtained by the Panel on his assets establish the following:

- That on 23 May 2011, Marial Chanuong Yol Mangok was registered as one of the directors of Global Services International Co Ltd.³ His share of the company’s capital is 40 per cent. The nominal share capital of the company is USD\$500,000. Marial Chanuong Yol Mangok’s share would therefore amount to USD\$200,000.
- That on 6 August 2012, Monywiir Marial Chanuong was registered as one of the directors of Planet Holdings Ltd.⁴ During the course of its investigations, the Panel established that Monywiir is the son of sanctioned individual Marial Chanuong Yol Mangok⁵, who according to Panel sources, remains the actual beneficiary of 25 per cent of Planet Holdings Ltd.⁶ The nominal share capital of the company is USD\$100,000. Marial Chanuong Yol Mangok’s share would therefore amount to USD\$25,000.
- That on 5 November 2008, Gum Marial Chanuong was registered as one of the directors of the Ciec Trading Investment Company.⁷ On 18 March 2013 the presence of Gum Marial Chanuong in the Board of Directors of Ciec Trading Investment Company was confirmed by the Chief Registrar of Companies of the Ministry of Justice of the Republic of South Sudan.⁸ During its investigations, the Panel established that Gum Marial Chanuong is the son of listed individual Marial Chanuong Yol Mangok who is the actual beneficiary of 33.3 percent company’s shares.
- In connection with the documentation obtained to date, the Panel has submitted an information request to Southern Sudan Associated Advocates to provide information that Marial Chanuong Yol Mangok, Monywiir Marial Chanuong and Gum Marial Chanuong are still members of the Board of Directors of the abovementioned companies, but has received no response.⁹

¹ Resolution 2206 (2015), adopted by the Security Council on 3 Mar 2015.

² Marial Chanuong Yol Mangok was promoted to the position of the commander of Ground Forces on 24 May 2017. Eye Radio, “Kiir Appoints New Chiefs and Commanders for the Defense Forces,” 24 May 2017.

³ Memorandum and the Articles of Association of Global Services International Co Ltd. witnessed by private advocate Dengtiel A.Kuur, member of Southern Sudan Associated Advocates from 24/05/2011.

⁴ Memorandum and the Articles of Association of Planet Holdings Ltd. witnessed by private advocate Dengtiel A.Kuur, member of Southern Sudan Associated Advocates from 06/08/2012.

⁵ Interview with an SPLA-IO source in August 2017 in Kampala.

⁶ Data obtained from the source in South Sudan opposition in July 2017.

⁷ Memorandum and the Articles of Association of Global Services International Co Ltd. witnessed by private advocate Dengtiel A.Kuur, member of Southern Sudan Associated Advocates from 05/11/2008.

⁸ Document from the Chief Registrar of Companies of the Ministry of Justice of the Republic of South Sudan from 18/03/2013.

⁹ S/AC.57/2017/PE/OC.50 –PoE request to Southern Sudan Associated Advocates from 22/09/2017.

- The Panel has also submitted six information requests to a number of banks operating in South Sudan to provide information about companies linked to Marial Chanuong Yol Mangok have their settlement account acting.¹⁰
- Investigations are continuing into the sanctioned individuals identified as shareholders of the companies with a view to establishing whether they have other assets in South Sudan.

On 11 May 2017, the Panel received a letter of reply from Kenya Commercial Bank indicating that KCB had “frozen all accounts advised under the United Nations Security Council designations, and will continue to do so.” In an article dated 24 October 2017 in *The East African*, it was reported that the Central Bank of Kenya (CBK) had issued a circular on 10 October 2017 directing chief executives of Kenyan banks to give “a detailed report on accounts operated by the six generals as well as on assets they own or control directly or indirectly through other persons”, and to report to the CBK by 5 November 2017.¹¹ This action was taken following a 6 September 2017 “Advisory to Financial Institutions on Political Corruption Risks in South Sudan” by the United States Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN) that certain South Sudanese senior political figures may seek to abuse the financial system.¹²

¹⁰ On 2 October 2017, requests for information were sent by the Panel to the Buffalo Commercial Bank, Alpha Commercial Bank, Equity Bank, International Commercial Bank, Ivory Bank, and Cooperative Bank of South Sudan.

¹¹ <http://www.theeastafrican.co.ke/oped/comment/Sanctions-against-South-Sudan-should-worry-Kenyan-banks/434750-4116278-gtctebz/index.html>.

¹² <https://www.fincen.gov/resources/advisories/fincen-advisory-fin-2017-a004>.

Annex IV Macroeconomic conditions

With world oil prices holding steady between USD 50/60 per barrel, and limited prospects for a significant increase in production, oil—which still accounts a significant proportion of the government’s revenue—is not a viable near term financial lifeline.¹ The oil revenues for South Sudan are also limited by the continuing in-kind payments to Sudan in accordance with the September 2012 Agreement on Oil and Related Economic Matters (Agreement on Oil) signed by the two countries, which stipulated that South Sudan would pay Sudan USD 3.028 billion for oil transit fees over 4 years. The transit fees to Sudan constitute USD 25.01 per barrel² of oil extracted from South Sudan. The current problem with the Agreement on Oil is that the South Sudan payment schedule was dependent on oil production levels, which declined significantly during the conflict, as well as the fact that the possible influence of global price fluctuations on South Sudan’s financial credibility was not reflected.³ Furthermore, the current absence of an influx of foreign capital in the oil industry is conditioned by the pervasive insecurity in oil-producing areas.⁴

At the end of June 2017, the total volume of funds borrowed externally by the government of South Sudan was estimated at USD 974 million. However, this figure could be approximate due to the difficulties of getting to certain statistics. The absence of new creditors confirms that in the last two years the South Sudanese authorities have been almost unable to borrow externally. Only short-term advances from foreign oil traders (these amounts refer mainly to the Dutch commodity trading company Trafigura) showed an increase from the past year to June 2017 (from USD 229 million to USD 289 million).

Qatar National Bank (QNB) is a significant creditor of South Sudan, providing letters of credit totalling around USD 650 million. The borrowing from QNB ended following a sharp decline in oil revenues and the Central Bank of South Sudan’s (CBSS) inability to follow the payment schedule. Consequently, in October 2015, QNB suspended the credit line. The existing credit facility was rescheduled in February 2016. The terms of the new schedule require South Sudan to pay QNB USD 10 million per month at one month Libor plus six percent margin. Later, the size of monthly instalments from CBSS to QNB was agreed to be reduced to US\$5 million.⁵

¹ Xinhuanet, “South Sudan parliament passes budget for next fiscal year,” 29 August 2017.

² Agreement between the Government of the Republic of South Sudan and the Government of the Republic of Sudan on Oil and Related Economic Matters, Addis Ababa, 27 Sept 2012. Also confirmed while meeting the government of South Sudan on 12 September 2017.

³ Interview with former worker at the Ministry of Petroleum in September 2017.

⁴ Xinhuanet, “South Sudan army downplays rebel’s threat to stop oil production,” 5 September 2017.

⁵ Correspondence with International Monetary Fund dated 21 Jun. 2017; Letter from Qatar National Bank dated 3 October 2017, in reply to the Panel’s letter of 14 August. 2017.